

Communiqué de presse - 12 février - Bobigny

Habitant.e.s sans connexion : Stéphane TROUSSEL, Président du Département de la Seine-Saint-Denis a réuni l'ensemble des opérateurs concernés

Suite au déploiement de la fibre qui devait être une chance pour les habitant.e.s, ceux-ci se sont pourtant retrouvé.e.s sans connexion pendant plusieurs semaines. Une chose inacceptable dans un contexte où de nombreuses personnes sont obligées de télétravailler et ont plus que jamais besoin d'une connexion fiable. Face au désarroi de ces habitant.e.s, Stéphane Troussel, Président du Département de la Seine-Saint-Denis a invité les maires des villes concernées à une réunion où étaient convoqués l'ensemble opérateurs concernés, ainsi que l'ARCEP.

Pour assurer un déploiement de la fibre optique dans certaines communes du Nord-Est francilien jugée trop peu rentables par les opérateurs privés, le Département de la Seine-Saint-Denis en partenariat avec le Département du Val d'Oise avait créé le réseau d'initiative publique Debitex, sans aide de l'Etat. L'objectif alors était d'éviter de créer une nouvelle fracture numérique, et 6 villes de Seine-Saint-Denis - Villepinte, Gagny, Vaujours, Coubron, Clichy sous Bois, Gournay-sur-Marne, ont été équipées en fibre optique. Un projet aujourd'hui réussi puisque 95% des habitant.e.s de ces communes sont aujourd'hui éligibles à la fibre optique.

Un enthousiasme gâché par une mauvaise attitude des opérateurs

Alors que la fibre devrait être une chance ces villes, la mauvaise attitude des opérateurs et de leurs sous-traitants crée une énorme frustration. Les opérateurs se livrent une concurrence sans merci en raccordant de façon anarchique et n'hésitant pas à débrancher les uns pour rebrancher les autres, dégradant au passage les armoires de rues. En effet, après avoir souscrit un abonnement, c'est jusqu'à un mois de coupure qu'ont subi certains habitant.e.s. Une bataille livrée en toute impunité entre les opérateurs aux dépens des habitant.e.s puisque l'ARCEP joue insuffisamment son rôle d'autorité régulatrice, notamment sur le plan des contrôles.

Une réunion entre tous les acteurs pour exiger des réponses concrètes

Compte tenu de la situation, Stéphane Troussel, Président du Département de la Seine-Saint-Denis a tenu ce vendredi 12 février une réunion avec l'ensemble des acteurs concernés : opérateurs, élu.e.s des 6 villes concernées et l'ARCEP. Plusieurs engagements ont été décidés ce soir :

- L'organisation d'un comité de suivi des incidents en cours 1 fois par mois entre les 6 villes, Debitex, les opérateurs commerciaux et le Département de la Seine-Saint-Denis
- Debitex s'engage à la remise en état de l'ensemble des armoires de rue dégradées

- Un avenant au contrat entre Debitex et les opérateurs commerciaux sera signé sur les bons usages et les méthodes de travail de sous-traitants
- La création d'une plate-forme de suivi permettant la remontée partagée des problèmes des usagers avec les dates de déclaration, intervention et rétablissement des incidents
- Une saisie de l'ARCEP par Stéphane Troussel, Président du Département de la Seine-Saint-Denis

« Dans une période où beaucoup n'ont pas le choix du télétravail ou des cours en ligne pour les étudiant.e.s, la loi de la jungle commerciale ne peut pas prévaloir. Face au désarroi des habitant.e.s qui restent parfois des mois sans connexion, cette concertation entre l'ensemble des acteurs concernés devenait urgente pour que chacun prenne la mesure de ses responsabilités qu'ils s'agissent des opérateurs ou de l'ARCEP. Je me félicite des engagements qui ont été pris de part et d'autre, il faut désormais qu'ils soient rapidement suivis d'actes pour que les situations vécues ces dernières semaines par les habitant.e.s ne se reproduisent pas. »

Stéphane TROUSSEL, Président du Département de la Seine-Saint-Denis

Contact presse

Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis

Caroline GOMEZ – cgomez@seinesaintdenis.fr - 06 11 79 26 74